



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Choose France

Question au Gouvernement n° 713

Texte de la question

CHOOSE FRANCE

Mme la présidente . La parole est à M. Pascal Lecamp.

M. Pascal Lecamp . Monsieur le ministre chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger, le sommet Choose France, lancé en janvier 2018 comme un pré-Davos, s'est imposé comme un des grands rendez-vous d'affaires européen, tous les ans à Versailles et désormais en mai. Choose France, c'est 163 000 emplois créés et 88 milliards d'euros d'investissements en sept ans, un véritable succès en termes d'attractivité économique.

Derrière ces chiffres vertigineux, il y a des occasions concrètes pour nos concitoyens. Ainsi, lors de cette huitième édition, de Cambrai à Marseille, de Lacq à Saint-Avoid, de Saint-Jean-de-Folleville à Ligny-en-Barrois en passant par Onnaing, Aubervilliers ou Val-de-Reuil, plus de 13 000 emplois directs ou indirects ont été annoncés. C'est désormais indéniable : La France est attractive, et dans un monde dans lequel les vents contraires sont nombreux, c'est un atout crucial. Mais dans le même temps, la crise secoue Valeo, Vencorex, Michelin, ArcelorMittal... et en première ligne, leurs salariés.

M. Pierre Cordier . C'est l'industrie traditionnelle qui prend.

M. Pascal Lecamp . Dès lors, monsieur le ministre délégué, comment renforcer notre trajectoire de première terre d'investissements en Europe tout en améliorant la rétention des postes créés et comment mieux cibler les futures éditions de Choose France vers des industries pourvoyeuses d'encore plus d'emplois sur notre territoire ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe Dem. – M. Jean Terlier applaudit également.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger.

M. Laurent Saint-Martin, *ministre délégué chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger* . Je vous remercie pour votre question qui met une fois de plus en lumière le succès de cette édition de Choose France. Vous avez rappelé les chiffres cumulés depuis 2018. Ils sont importants non pas pour l'événement de Versailles en lui-même ni pour nos centres de décision métropolitains, mais pour l'ensemble de nos territoires, notamment pour ceux qui ont souffert ces dernières décennies de désindustrialisation. Il y a un chiffre que je cite régulièrement parce qu'il parle de lui-même : plus des trois quarts des investissements industriels qui sont décidés à Choose France, c'est-à-dire provenant d'investisseurs étrangers, vont dans des villes de moins de 20 000 habitants. Ces investissements vont revitaliser l'ensemble de nos territoires.

Vous avez raison : il nous faut cibler au maximum des investisseurs dont les projets, notamment industriels, sont

les plus pourvoyeurs d'emplois. Il faut aussi le faire dans des industries d'avenir dans lesquelles la France a une avance, en particulier technologique, et c'est pourquoi nous avons vu beaucoup de projets lundi à Versailles dans le domaine de l'énergie et dans celui de l'intelligence artificielle. À cet égard, ce que j'ai entendu plus tôt dans cette séance de questions au gouvernement est erroné : les data centers, c'est de l'industrie,...

M. Charles Sitzenstuhl . Exactement !

M. Laurent Saint-Martin, ministre déléguéet c'est immensément stratégique pour notre propre autonomie et notre propre souveraineté. On a besoin de maîtriser l'ensemble du spectre de la réindustrialisation jusqu'à ces technologies de rupture. Et il faut que toutes les régions puissent en bénéficier.

Vous avez bien remarqué qu'en France, depuis sept ans, on ouvre plus d'usines que l'on en ferme.
(*Mme Stéphanie Rist applaudit.*)

M. Pierre Cordier . Ça dépend des secteurs !

M. Laurent Saint-Martin, ministre délégué . Nous devons bien sûr continuer à accompagner les entreprises en difficulté, les secteurs qui souffrent, ceux qui sont soumis à des risques de fermetures et de licenciements,...

M. Charles Sitzenstuhl . Baissez les impôts de production !

M. Laurent Saint-Martin, ministre déléguémais nous devons aussi continuer à accélérer pour que, chez nous, de la vallée de la batterie à Dunkerque jusqu'à tous les projets d'énergies renouvelables, notre pays reste l'an prochain, pour la septième année consécutive, le pays le plus attractif d'Europe. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes EPR et Dem. – M. Ian Boucard applaudit également.*)

M. Manuel Valls, ministre d'État, ministre des outre-mer. Très bien !

Mme la présidente . La parole est à M. Pascal Lecamp.

M. Pascal Lecamp . Je vous remercie pour votre réponse. Le groupe Démocrate, autour de Marc Fesneau, voulait insister, en vous posant cette question, sur la nécessité d'être attentif au lien entre les futurs investissements directs étrangers et la création d'emplois de long terme participant à notre réindustrialisation, comme vous-même l'avez précisé. C'est rassurant. Nos concitoyens, en effet, ne comprendraient pas que les annonces ne se transforment pas en une diminution sensible du chômage autour d'eux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Dem. – Mme Stéphanie Rist applaudit également.*)

Données clés

Auteur : [M. Pascal Lecamp](#)

Circonscription : Vienne (3^e circonscription) - Les Démocrates

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 713

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce extérieur et Français de l'étranger

Ministère attributaire : Commerce extérieur et Français de l'étranger

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 mai 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 mai 2025